

11 recettes pour le développement durable

Proposées par Dominique Bidou
www.db-dd.org

Eloge de la recette

Les meilleurs cuisiniers utilisent des recettes. Celles de leurs grand-mère, ou celles qu'ils rapportent de leurs voyages. Une recette, c'est une piste, un espoir de plat nouveau, alliant des saveurs en un savant mélange. Il y a une infinité de recettes, qui traduisent des savoir faire, des cultures, des sensibilités.

La cuisine est un art, qui s'exprime dans des situations très variées : chez soi, dans des grands restaurants, à la cantine. La satisfaction qu'elle procure est partagée entre le cuisinier et les convives : il faut leur plaire, connaître leurs goûts, les faire évoluer. Les recettes constituent une aide pour le cuisinier, une source d'inspiration. Bien sûr, il ne les suit pas à la lettre, il prend du recul, les recompose en fonction de sa propre sensibilité, il y met tout son talent. Avec la même recette, deux chefs différents font deux plats bien différents. Les ingrédients indiqués apportent la base, mais les carottes n'ont pas la même saveur selon leur provenance, le producteur, le marché où on se les procure. Et puis il y a quantité de condiments, d'herbes, de petites choses que l'on ajoute et qui ne figurent dans aucune recette. Le tour de main, ensuite, la manière de préparer les plats, de les cuire, et ensuite de les présenter. Parlons maintenant du repas, composé à base de recettes : la diversité des plats successifs renforce celle du menu, sans parler du pain, de la boisson : les eaux comme le vin ont leur personnalité. Non, les recettes n'entraînent pas l'uniformité, si les cuisiniers sont à la hauteur !

Il en est de même du développement durable. Une affaire complexe, comme la cuisine, à faire partager du plus grand nombre, chacun avec sa personnalité, ses goûts, ses inhibitions. Il n'y a pas qu'un chef, mais le plus souvent plusieurs chefs dont les autorités se superposent, se conjuguent, s'opposent parfois. Pour s'y retrouver, et progresser sur la bonne voie, la recette peut être bien utile. Il s'agit de faciliter la tâche des protagonistes. Leur éviter de tout chercher alors que bien d'autres avant eux ont été confrontés aux mêmes problèmes. Les mêmes problèmes, dans des contextes différents, avec des partenaires ou des oppositions propres à chaque situation. Comment commencer ? Par où prendre le bébé ? Il est bien commode d'avoir recours à des recettes, éprouvées si possible, qui peuvent aider à ouvrir la discussion avec les « parties prenantes », les personnes concernées par l'affaire qui s'engage. Des recettes qui jalonnent des étapes à franchir pour s'orienter vers le développement durable.

Tout comme le bon cuisinier, il faut juste comprendre le sens de la recette, il faut savoir l'interpréter, ne pas en devenir l'esclave ni l'otage. La recette donne des idées, guide l'action, mais n'empêche pas de penser ni de discuter (bien au contraire), et ne se substitue pas au pilote. La recette appliquée bêtement, à la lettre, sans imagination, ne donne rien de bon ni en cuisine ni en développement durable. Elle peut cependant contribuer à l'apprentissage des intéressés, leur permettre de prendre la mesure des insuffisances des approches trop rigides et uniformes. Elle leur donnera envie d'aller au-delà, voire de commettre quelques transgressions, qui leur ouvriront de nouveaux horizons.

Amorçons ce recueil de recettes en rappelant l'importance du bel ouvrage, le travail sérieux, bien fait. On est parfois surpris, quand on examine certaines opérations exemplaires, par la banalité de la démarche suivie. On a respecté les règles traditionnelles, on ne s'est tout simplement pas fait de concessions. On a posé les questions avant d'y répondre, on a identifié les enjeux avant de se fixer des objectifs, on s'est donné les moyens de faire ce que l'on a décidé, on a refusé de tricher à la première difficulté. On appelle ça du bon sens, et c'en est assurément, mais l'expérience montre bien qu'il n'est pas spontané, qu'il demande un effort et de la rigueur.

Parfois, on choisit de garder la mémoire des étapes franchies, d'écrire ce que l'on fait, pourquoi on le fait, etc. On formalise ce cheminement, cette progression, de manière à pouvoir ensuite revenir sur la démarche, la comprendre, la critiquer, l'améliorer, capitaliser et écrire de nouvelles recettes pour soi-même ou d'autres personnes. Certains appellent ça des démarches de progrès.

On peut s'aider de méthodes, de recettes déjà écrites par d'autres, ou produites par des instances collectives, où de nombreux acteurs auront apporté leur point de vue. Ça fait gagner du temps, mais cela ne dispense jamais de la réflexion sur la manière dont cette méthode s'applique dans le cas d'espèce. Ces méthodes doivent stimuler l'intelligence, en aucun cas s'y substituer, comme les recettes de cuisine, qui ne pourront jamais se substituer au talent du cuisinier.

Voici donc 11 recettes pour le développement durable. Il y en a bien d'autres, mais commençons avec celles-ci, issues d'un recueil publié dans le magazine CyberArchi (www.cyberarchi.com) de janvier 2007 à juin 2008, en espérant qu'elles feront des petits !

L'étude d'impact

Bon, c'est d'accord, Nicolas Hulot m'a convaincu, en route vers le développement durable ! Très bien, mais par où commencer ? Eteindre la lumière en quittant une pièce, ou acheter du papier recyclé, du café équitable, c'est entendu, mais si on croit que c'est avec ça que l'on va sauver la planète, c'est un peu jeune. Et ce n'est pas avec cette perspective que je vais mobiliser autour de moi.

Il semble que l'opinion soit de plus en plus sensible au thème du développement durable. Chacun donne à cette expression le sens qu'il veut lui donner, c'est encore une auberge espagnole, mais en quelques années les esprits ont évolué, et se sont largement ouverts : Peut-être Katrina, le tsunami, les grandes tempêtes, le prix du baril de pétrole, Al Gore et les engagements de telle ou telle vedette ont-ils contribué à cette prise de conscience. Peu importe la raison, le fait est là : la demande de développement durable a connu ces dernières années une hausse importante, elle est devenue une donnée de référence pour les décideurs.

Alors, par quoi commencer ?

Par quelques actions simples, qui produisent des résultats rapides et visibles : il faut se donner du courage, voir que ça marche, et que c'est même assez stimulant, valorisant. Il faut aussi que ça permette d'aller plus loin, d'en donner l'envie en premier lieu, et ensuite que ça aide à le faire. Le développement durable est avant tout une manière d'aborder les choses de la vie : alors, choisissons des recettes qui donnent un aperçu, un avant-goût pour rester dans l'imagerie culinaire, de cette manière de faire.

A éviter, toute action trop ambitieuse, donc difficile à réussir, ou trop longue : il faut des résultats rapides pour enclencher la dynamique, et rester dans des champs bien balisés, pour réduire le risque de se perdre en chemin. Il y a des directives officielles qui donnent le cadre, c'est une première piste. Commençons par bien appliquer les textes de référence, par bien faire notre boulot, tout simplement. Depuis 1976, en France, il y a une loi sur les études d'impact sur l'environnement. Avec un décret d'application de 1977. Ça fait trente ans, on a eu le temps de s'y habituer. La France a été le premier pays européen à adopter une mesure de cet ordre. Que dit cette loi ? Qu'avant de décider de réaliser tel projet d'ouvrage et d'aménagement, il faut en examiner les conséquences sur l'environnement. Entre d'autres termes, il faut réfléchir avant d'agir, envisager toutes les suites que les travaux projetés vont avoir sur l'environnement. Et c'est au responsable de l'opération qu'il revient de le faire, tout simplement parce que les réflexions en question peuvent lui être très utiles pour affiner son projet, ou même le transformer en profondeur si les « impacts » prévisibles se révèlent trop lourds. On ne parlait pas encore de développement durable, même le mot « environnement » était encore nouveau en France, mais on peut affirmer que le principe de l'étude d'impact sur l'environnement est une parfaite introduction au développement durable. Il ne s'agit que d'environnement, sans mention des autres dimensions, sociale et économique, sans parler de la culturelle, mais l'étude d'impact conduit à sortir d'une vision linéaire. Elle fait tomber les œillères, et c'est une première évolution déterminante pour le développement durable. Avant même de chercher à naviguer dans un univers à trois dimensions, économique, sociale et environnementale, comme les théoriciens du développement durable nous le préconisent, il faut s'habituer à sortir du cheminement linéaire, déterminé uniquement par un objectif qui fait oublier les autres dimensions de la vie.

¹ Publiée le 7 février 2007

Accepter de relativiser un projet, de le plonger dans un univers composite, et de tenter de tenir compte de ses différentes composantes dans l'étude, de s'en donner la volonté et les moyens, constitue une avancée déterminante dans une culture du développement durable.

Depuis 1976, le concept d'étude d'impact sur l'environnement s'est élargi, de deux manières complémentaires. D'une part, on parle d'impact social, économique, sur l'emploi, etc. bref, on a élargi l'univers, et c'est une illustration directe des vertus de cet outil, pour relativiser une décision et la mettre en perspective. D'autre part on a été au-delà de l'impact d'un projet d'ouvrage ou d'aménagement, pour aborder les conséquences sur l'environnement d'un plan ou d'un programme, avec toutes les difficultés que l'on peut connaître pour en appréhender tous les effets directs et indirects, induits par une politique et les événements qui vont s'enchaîner.

Une recette simple pour faire du développement durable, pas révolutionnaire, consiste à bien respecter les obligations sur les études d'impact, voire de se les imposer volontairement si on échappe au domaine d'application prévu par les textes. De nombreux documents de méthode ont été publiés, des professionnels se sont formés, ont acquis de l'expérience et le sens de l'opérationnel, il faut juste le vouloir et s'en donner les moyens. En « jouant le jeu » pleinement et sans réserve des études d'impact sur l'environnement, on accepte de prendre en considération l'épaisseur des éléments, la diversité des points de vue, et on entre ainsi dans l'univers du développement durable.

La gestion différenciée

Le principe de cette deuxième recette est simple : la vie est complexe, c'est d'ailleurs ce qui en fait le charme, et il serait bien maladroit de lui imposer un traitement uniforme. Le développement durable demande une *gestion différenciée*, des Hommes et des espaces. Évidemment, ce serait bien plus simple de « ne voir qu'une seule tête », ou encore qu'un seul modèle de développement. Les instructions seraient les mêmes pour tout le monde, et on ferait l'économie d'une analyse fine, préalable aux projets et aux interventions. Ne peut-on pas dire, très schématiquement, et avec de nombreuses exceptions, que les procédures organisées autour de cases à remplir, conçues comme un questionnaire à choix multiple, et que l'on connaît bien en matière d'urbanisme, conduisent à une gestion indifférenciée des espaces ? Il s'agit bien sûr d'une mauvaise perception des dites procédures, qui doivent permettre de se poser les bonnes questions, et non d'une grille « prête à porter », reproductible à l'infini sous réserve de quelques aménagements. Pour qu'il en soit ainsi, il faut de la volonté et des moyens. Il faut accorder à la réflexion sur l'urbanisme une attention à la hauteur des enjeux, et non pas la prendre pour une étape obligée, une formalité, un mal nécessaire. L'élaboration d'un plan d'urbanisme exige un travail préalable d'analyse, d'enquête, de dialogue, et pour cela des moyens financiers et humains à mobiliser bien avant que les travaux ne se profilent, bien avant que tout retour d'investissement ne se manifeste. Il faut bien le dire, il n'y a pas eu d'enthousiasme pour les études préalables, notamment celles sur l'environnement, pourtant explicitement citées comme obligatoires dans l'élaboration des POS, autrefois... Comment, dans ces conditions, espérer une *gestion différenciée* des espaces ?

La nature dans la ville

Le concept de gestion différenciée des espaces verts est aujourd'hui reconnu, mais est-il vraiment mis en pratique ? Il est né au début des années 1980 dans l'agglomération Rennaise, avec un code de qualité pour les espaces verts de la ville, prolongé une dizaine d'années plus tard par un code vert pour ceux des villes voisines, du district de l'époque. Le principe en est simple : selon les usages, les espaces ne doivent pas être gérés de la même manière. C'était malgré tout une révolution, parce que ce simple énoncé revenait à prendre des libertés par rapports aux pratiques courantes, fondées essentiellement sur une approche horticole. Il fallait aller au-delà, et faire accepter aux jardiniers des villes de nouvelles méthodes, parfois contraires à ce qu'ils avaient toujours fait. Ici, les pelouses classiques tondues très fréquemment sont transformées en pelouses fleuries hautes, tondues uniquement quand l'herbe dépasse 30 cm. Là, dans des zones de loisir, des prairies maigres sont coupées 3 à 4 fois par an. Ailleurs, des couvre-sols sont implantés au pied des arbres². Le bon sens, auquel il est fait souvent référence quand on tente de trouver les voies du développement durable, prouve ici tout son intérêt. Quoi de commun entre des espaces de prestige, dont la fonction est avant tout visuelle, et des espaces verts de lotissements, destinés aux jeux des enfants. La gestion différenciée permet à la fois de mieux répondre aux besoins, de faire des économies, et de préserver l'environnement.

¹ Publiée le 7 mar 2007

² Ces pratiques sont décrites dans le bilan 1988-1991 du protocole Environnement de l'agglomération Rennaise, *Pour l'environnement une action concertée*, DRAE Bretagne et AUDIAR, 1991.

Au delà de la gestion des espaces publics, c'est toute la diversité des espaces de nature qui doit être prise en charge, avec une gamme d'instruments allant de l'acquisition par la puissance publique au règlement, en passant par la sensibilisation des acteurs, et un enrichissement de l'offre de services aux particuliers.

Le paysage sonore

La notion de paysage sonore, par exemple, se substitue à la recherche uniforme du silence. La succession de zones calmes et animées, constituée en fonction des usages et des morphologies urbaines, est un exemple d'une *gestion différenciée* à intégrer dès la conception d'un quartier, ou à l'occasion de travaux importants. Accepter le bruit de rues passantes et commerçantes, tout en assurant le calme pour les populations riveraines, ne s'improvise pas, et demande un travail fin le plus en amont possible. La même réflexion vaut à l'intérieur d'un logement, ou d'un bâtiment à usage professionnel, où l'existence de zones animées, acceptant un certain niveau de bruit, ne doit pas empêcher le repos ou la concentration. L'uniformité alignée sur les exigences les plus fortes n'est pas une bonne solution, ni en matière de qualité de vie, ni financière. De même que tous les espaces verts ne doivent pas devenir des gazons anglais, toutes les rues, toutes les pièces d'une maison ne doivent pas sacrifier à un silence absolu qui deviendrait vite insupportable.

Ombre et lumière

Autre exemple : la lumière. L'éclairage public, notamment, permet d'illustrer cette recherche de différenciation. Selon les horaires, qui eux-mêmes sont fortement liés aux usages, ou selon les lieux, de grand passage ou de passage occasionnel. Le concept d'urbanisme lumière prend ainsi toute sa force, car il s'agit de créer un paysage nocturne avec du relief, au lieu d'un éclairage uniforme, et par suite surdimensionné pour la plus grande partie des espaces. Qualité de vie, qualité du paysage urbain de nuit et mise en valeur de sites et de points singuliers, fontaine ou monument, économies d'énergie, la gestion différenciée de l'éclairage public se révèle productive sur de nombreux plans. Elle nécessite un travail de conception, d'intelligence, fondée sur l'analyse des lieux et l'écoute des habitants. Les cloisonnements entre disciplines doivent, là encore être dépassés, le concepteur lumière devant réunir autour de lui, outre les services municipaux qui auront à gérer au quotidien ses installations, des architectes, des urbanistes, des sociologues, des coloristes, des bureaux d'études électricité, voire des historiens et les services de sécurité.

Accepter que le monde soit plein de différences, et les cultiver, en tirant parti, pour faire des économies tout en répondant mieux aux attentes et en respectant l'environnement. Il semble qu'on soit bien dans l'esprit du développement durable. La gestion différenciée semble s'imposer au bon sens, mais dans la pratique, le poids des habitudes, des cloisonnements, et le besoin légitime de contrôler et d'évaluer, qui entraîne souvent l'adoption de grilles bâties sur le même modèle, la rendent bien difficile à mettre en place. Choisir la gestion différenciée, qui entraîne celle de la conception différenciée, n'est pas chose simple, c'est une volonté qu'il faut manifester, et qui ouvre la piste du développement durable.

Recette n° 3¹

L'usage au cœur du projet

Une erreur courante et bien compréhensible des promoteurs du développement durable, est de croire que ce sont eux qui font le développement durable. Bien sûr, ils ont un rôle important d'animateur, et peut-être de catalyseur, mais ne nous faisons pas d'illusion, ce sont les acteurs de la société, chacun dans sa fonction et avec ses intérêts et sa culture, qui font que le développement est durable ou non. Une des expressions de référence pour le développement durable est « *penser globalement, agir localement* », et il faut la traduire de manière moins philosophique mais plus opérationnelle : la *macro économie* est importante pour donner une idée générale des enjeux, mais la *micro économie* est essentielle pour entraîner les acteurs sur la voie du développement durable. En bref, on n'obtiendra aucun résultat durable sans répondre aux aspirations et aux objectifs personnels des différents acteurs concernés. On peut souhaiter voir les consommateurs et usagers vertueux, et il est certainement possible de leur donner les repères pour qu'ils le deviennent, mais si, sans attendre ce résultat, on leur impose un cadre où ils ne se reconnaissent pas, où ils ne trouvent pas leurs marques, on obtient une recette de l'échec assuré. Il faut que l'utilisateur, la personne qui va vivre dans le quartier ou la maison que l'on veut *durable*, adhère au projet qui lui est proposé, et pour cela, la meilleure manière est de bien répondre à ses besoins, et de privilégier la qualité d'usage. On ne construit pas une maison pour faire des économies d'énergie, on le fait pour satisfaire un besoin, celui de loger des gens par exemple, avec leurs familles, leurs modes de vie, leurs habitudes, leurs modèles culturels. Et on le fait dans les meilleures conditions environnementales, en privilégiant autant qu'il est possible les conditions de travail des personnels qui vont contribuer à l'ouvrage, de la carrière au chantier en passant par les usines et les transporteurs, et en soutenant l'économie locale. Mais n'invertissons pas les priorités, la première est bien celle de satisfaire un besoin. Le concept de bâtiment *durable* n'a pas de sens. Ce qu'il faut, c'est un bâtiment dont les occupants pourront adopter un *mode de vie durable*. C'est le mode de vie qui doit être le point de départ, et non le bâtiment, dont les qualités ne peuvent s'analyser sans référence à l'usage qui en est fait. Le dialogue avec les bien nommés usagers, qui commence par une écoute sans a priori, est un des ingrédients de base de tout projet de développement durable. L'exemple des bâtiments scolaires offre une bonne illustration de l'usage de cet ingrédient. D'un côté on lit, dans le compte-rendu d'un séminaire international organisé par le programme de l'OCDE pour la construction et l'équipement de l'éducation², que *les bâtiments éducatifs contribuent de manière cruciale à l'amélioration des résultats. (...) Les évolutions dans la conception de ces bâtiments se doivent de servir le processus éducatif et d'améliorer la qualité de l'environnement d'apprentissage*. De l'autre, on constate que *depuis la mise en œuvre de la décentralisation et l'investissement des collectivités, les réalisations se révèlent, à l'usage, malgré quelques réussites à souligner, souvent inadaptées à la vie scolaire quotidienne et fort coûteuses en maintenance et entretien. Les réhabilitations ne donnent pas plus de satisfaction au regard des pratiques pédagogiques. Il apparaît que la fonctionnalité, c'est-à-dire la vie quotidienne des élèves et des personnels, a souvent été oubliée ou mal conçue. (...) La force des habitudes, comme le poids des pressions multiples, empêche de concevoir l'école*

¹ Publiée le 5 avril 2007

² En mai 2004, à Londres

*comme lieu de vie et de travail*¹. Peut mieux faire, dirait-on dans un livret scolaire. Encore un effort pour être durable.

Les projets d'aménagement n'échappent pas à cette règle. On a pu voir des documents vertueux, fondés sur des principes irréfutables, rester impuissants face aux aspirations des candidats à la construction. La maison individuelle est souvent mal vue dans les milieux environnementalistes, du fait de la consommation d'espace et d'énergie qu'elle provoque. Elle n'en constitue pas moins le modèle bien ancré dans les esprits, et constitue l'objectif principal de très nombreuses familles. Pour préserver le caractère vert des ceintures proches des villes, on a tenté d'en freiner l'urbanisation diffuse, avec le résultat que l'on observe du report de la construction au-delà des frontières du territoire contrôlé par les autorités d'agglomération. Beau résultat, qui conduit à un allongement des déplacements, sans restreindre pour autant la consommation d'espace.

La réponse à la question des extensions urbaines n'est pas dans les plans d'urbanisme, elle est dans l'offre de quartiers répondant à la fois aux aspirations des futurs habitants, et à des exigences environnementales fortes. C'est proposer des ensembles où chacun pourra adopter un mode de vie durable, et y trouvera de l'intérêt. L'importance de l'analyse *du contexte social et des usages* figure en bonne place dans toute recette pour un aménagement durable, bien avant les premiers dessins, avec le concours de sociologues et même d'anthropologues, pour insérer le projet dans la vie de la ville d'accueil, et intégrer les pratiques des habitants. Le jeu des acteurs est inséparable du plan.

Les gens votent avec leurs pieds, dit-on. Le développement durable, où se conjuguent le logement, l'accès aux services publics et à l'emploi, et aussi les loisirs, l'alimentation, les relations de voisinage, la relation personnelle avec la nature, les références culturelles, ne sera jamais le résultat d'une approche théorique. Ce sera le fruit d'une dynamique sociale fondée sur les usages, et les professionnels de l'aménagement et de la construction, tout comme les militants du développement durable, doivent s'y insérer pour y participer utilement.

¹ Rapport d'étape au ministre de l'Éducation nationale 26 mars 2002 du Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire. On se reportera utilement sur ce point au dossier n° 177 du CERTU (centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques, www.certu.fr) *Les groupes scolaires : vers des réalisations durables adaptées aux usagers*, 2006.

Recette n° 4¹

La recherche de la qualité

La confusion est fréquente, entre le développement et la croissance. Les exégètes du développement durable et le grand public appartiennent à deux mondes totalement distincts, et la communication en est rendue bien difficile. Au delà des mots, que chacun définit à sa manière, nous ressentons tous que le prélèvement de ressources connaîtra forcément une limite, et que si la croissance est indissociable de ce prélèvement, nous sommes dans une impasse. Les réflexions sur l'*empreinte écologique*, c'est à dire la surface utile de planète nécessaire pour fournir les biens que nous consommons et digérer nos rejets, montrent que l'humanité vit au dessus de ses moyens, malgré les formidables inégalités qui permettent à une minorité de prélever un maximum de ressources alors qu'une partie importante du reste du monde vit au dessous des seuils de pauvreté. Certains en viennent à prôner une décroissance, mais ce serait alors accepter une fois pour toutes que la *croissance* et les *prélèvements* sont indissociables. Le développement durable, c'est au contraire parier sur notre capacité à les *découpler*. Prenons un exemple : nous pouvons manger plus, mais personne, dans nos sociétés, ne considère que ce soit un progrès. Ce serait plutôt le *trop manger* qui nous guetterait, avec son cortège de problèmes pour notre santé, notre apparence et notre bonne forme. Mais on peut manger mieux, des produits plus équilibrés, et aussi issus de modes de production plus respectueux des hommes et de la nature. On peut aussi mieux cuisiner, mettre plus de savoir et d'expérience dans la préparation des plats et la composition des menus. Bref, voilà un domaine où la recherche de la qualité est une voie évidente de progrès, et non pas la course à la quantité. Et en amont, pour parvenir à ce mieux, c'est toute la chaîne de production et de distribution qui est affectée, avec des conséquences sur les populations agricoles comme sur les conditions de travail des personnels dans les cuisines, sur les techniques agricoles, les paysages, le cycle de l'eau, etc. On décrit ainsi un processus de croissance fondé sur la recherche de la qualité. Il y a bien une croissance. Plus de travail humain, de compétences agricoles, sanitaires, gastronomiques, diététiques, tout ça représente de la valeur, qu'il convient de traduire en flux monétaires et en PIB. Mais ça ne signifie pas accroissement de la pression sur les ressources : bien au contraire, cette croissance réduit les prélèvements et les rejets, elle permet de bénéficier des dividendes de la nature sans attenter au capital.

La recherche de la qualité est source de richesses multiples. Pour ceux qui bénéficient des biens et services ainsi proposés, mais aussi pour ceux qui les produisent. On l'observe clairement dans la construction : une opération bien préparée, un chantier bien tenu, sont les conditions nécessaires pour obtenir un bâtiment de qualité, répondant à l'usage pour le quel il a été conçu, et offrant les performances techniques attendues. C'est aussi plus de compétences, de besoin de formation des concepteurs et des personnels sur le chantier, le recours à des techniques et des produits plus performants, une nette diminution des accidents du travail et une attractivité retrouvée pour les métiers du bâtiment. Et le tout pour un

¹ Publiée le 2 mai 2007

coût avantageux, pour peu que l'on comptabilise bien tous les effets produits par la qualité et que l'on n'arrête pas les comptes le jour de la remise des clés.

La qualité est aussi un moyen d'ouvrir le champ du possible, et se trouve être ainsi une des clés pour l'accès à la quantité. La recherche désespérée de terres pour construire les maisons dont nous avons besoin pour loger chaque année des centaines de milliers de ménages, en donne une bonne illustration.

Le lotissement a mauvaise presse. On imagine des séries de maisons semblables, au milieu d'un jardin, le tout d'une affligeante uniformité. Si on ajoute que ces nouveaux ensembles sont loin de tout, mal desservis, et repliés sur eux-mêmes, on a un tableau apocalyptique. Pour l'environnement, ce mode d'habitat suppose en outre le recours systématique à la voiture pour le moindre déplacement, avec les suites que l'on connaît, pollutions de proximité, effet de serre, accidents de la route, etc. Mais en l'absence de lotissement, que voit-on ? Des maisons individuelles réparties dans les campagnes, au gré des possibilités de construire. C'est ce qui s'est passé ces dernières années, où la part des maisons construites dans des lotissements a fortement baissé, au profit du secteur diffus. Pour le développement durable, ce n'est pas un progrès, ni pour les communes d'accueil. La qualité du bâti étant à peu près la même, on se retrouve avec de nouvelles constructions réparties aux quatre coins du territoire d'une commune, au lieu d'être groupées. Un impact visuel moins agressif, sans doute, mais aucun gain sur l'usage de la voiture, et souvent des problèmes difficiles et coûteux à résoudre pour assurer tous les branchements des nouvelles maisons aux réseaux, électricité, eau, assainissement, téléphone. On aura juste évité l'effet de masse que donne un lotissement, avec ses alignements insupportables. Un peu mince comme avantage, et au prix fort. Comment résoudre cette difficile équation, offrir à la fois de nouveaux terrains pour construire des maisons individuelles, et de la qualité pour leurs habitants comme pour l'environnement et la collectivité. Comment choisir entre le lotissement uniforme et la multiplication sans réelle cohérence de maisons individuelles ?

La solution est simple à énoncer : réaliser des lotissements de qualité. Au lieu de rejeter le principe du lotissement, qui n'est qu'une procédure juridique pour diviser et équiper une parcelle, on va lui associer des exigences de qualité. La question essentielle pour les lotisseurs n'est pas la *qualité*, mais la *quantité*. Leurs chiffres d'affaire est menacé, car la réputation du lotissement a pour première conséquence que de moins en moins de communes ne leur confient de terrain à lotir. La pénurie de terrains disponibles est ainsi devenue le problème majeur des lotisseurs. Un problème de *quantité*, donc. Il fallait réagir, et pour cela casser l'image du lotissement traditionnel pour en reconstruire une autre, à partir d'un concept profondément rénové. C'est avec la *qualité* que la difficulté sera surmontée. Pour débloquer de nouvelles quantités de terrains, il faut garantir de la qualité pour les projets qui y seront implantés. Quantité et qualité ne s'opposent pas, elles se conjuguent¹.

La qualité au secours de la quantité, non pas du nombre de maisons individuelles construites chaque année, mais de la part intégrée dans des ensembles cohérents, inscrite dans des opérations conduites avec une méthode rigoureuse.

La qualité n'est pas un luxe, réservé aux riches. Le bon sens populaire sait bien que *ça coûte cher d'être pauvre*, justement parce que l'on n'a pas accès à la qualité.

L'économie, l'environnement et le social, les trois piliers du développement durable, ont besoin de la qualité. Une bonne recette à reprendre et diversifier, chacun avec son génie propre.

¹ Depuis la publication de cette recette, le Syndicat national des professionnels de l'aménagement et du lotissement, SNAL, a publié dans cet esprit un [Guide de l'Eco-Aménagement](#) (juin 2008)

Prévoir l'adaptabilité

Le développement durable commence par la satisfaction des besoins. Ceux d'aujourd'hui et ceux de demain. Deux échéances, immédiate et future, qui peuvent entrer en conflit, et qui demandent alors un arbitrage. Arbitrer entre les intérêts de nos contemporains, de nos proches, et ceux de nos descendants, dont on imagine mal le genre de vie – le nôtre est tellement différent de celui de la génération qui nous a précédés – est toujours une mission impossible, dont on ne peut s'acquitter convenablement. Il faut donc tout faire pour éviter ce conflit insoluble. Il y a des solutions, pour préserver l'avenir sans appauvrir le présent, comme la recherche de l'efficacité maximum dans l'exploitation des ressources, pour n'en prendre que le strict minimum, ou encore comme la lutte contre toutes les formes de gaspillage, la consommation en pure perte des ressources de demain sans profit pour aujourd'hui. Il y a une toute autre manière d'éviter ce conflit entre le présent et le futur, qui donne la présente recette : *l'adaptabilité*.

Il faut concevoir les biens durables, les biens d'équipement en particulier, de manière à ce qu'ils puissent être transformés en permanence pour répondre à des besoins qui ne cessent de se modifier. Les appartements où nous habitons existaient pour une bonne part il y a cinquante ans. Ils n'avaient pas le confort moderne, les espaces offerts étaient souvent étroits. Ils ont été modifiés en permanence : une cloison supprimée ici, des chambres de bonne réunies pour faire un appartement, des points d'alimentation en eau multipliés, une usine découpée en appartements, et même un garage occupé par un grand quotidien à Paris. Ce patrimoine s'est montré très souple, et a permis de s'adapter à des besoins. Ces transformations se sont d'autant mieux passées qu'elles ont été continues, et le coût social, parfois lourd, qu'il a fallu payer l'a été à l'occasion de reprises profondes dans des tissus qui n'avaient pas du tout évolué. La réhabilitation brutale fait toujours plus de dégâts que l'amélioration continue. La recette de développement durable commence par créer les conditions techniques et institutionnelles d'une amélioration continue, permanente. Elle exige une vision sur l'avenir, un souci d'anticipation qui appartient plus au politique qu'au technique, mais auquel le concepteur d'un ouvrage ou d'un aménagement doit répondre. Un exemple fameux, à l'échelle d'un équipement, est le lycée de Caudry, dans le Pas de Calais. La Région, maître d'ouvrage, a bien analysé le besoin dans la durée, et a ainsi noté dans le cahier des charges que l'établissement devrait être transformé pour d'autres utilisations dans le futur, compte-tenu de la démographie locale. L'architecte retenu, Lucien Kroll, a proposé un ensemble de bâtiments connectés entre eux plutôt qu'un grand bahut, comme il est fréquent pour ce type d'ouvrage, permettant ainsi d'offrir une plus grande adaptabilité pour des usages non encore définis.

Ce qui est vrai dans les villes l'est aussi dans les campagnes. Il n'y a qu'à voir dans les villages les raccords entre les morceaux de maison, des extensions étant venues progressivement compléter une habitation, quand ce n'est pas un bâtiment agricole qui s'est vu transformé en habitation. Avec les mêmes matériaux, les mêmes volumes, les mêmes techniques constructives pour la structure de base.

Revenons en ville. Ce sont les infrastructures qui posent problème, en général plus que les bâtiments, si ces derniers ont été bien conçus. On le voit avec la taille des rues, les capacités des réseaux, les espaces offerts pour la vie collective. La densité de population, la mixité entre activités et habitat sont dépendantes des possibilités offertes par ces infrastructures de tous genres, y compris numériques aujourd'hui.

¹ Publiée le 13 juin 2007

Les travaux du club Ville Aménagement¹ éclairent la question. L'adaptabilité doit être déclinée à tous les stades du projet, à commencer par la programmation, *qui n'est plus linéaire mais évolutive et itérative*. On parle alors de *ré-interroger* les projets, on donne des affectations d'attentes à des territoires, avec des fonctions qui seront précisées au fur et à mesure de l'évolution du territoire. Certains opérateurs privilégient la souplesse de la programmation à l'échelle de chaque bâtiment qui ne reçoit pas d'affectation précise. *La vocation des immeubles laisse des marges d'intervention après la construction en intégrant des solutions techniques de réversibilité dans la construction*.

La souplesse, la flexibilité, la capacité d'adaptation, quel que soit le nom qu'on lui donne, pose toutefois la question de l'identité du projet, de son sens général. Comment concilier d'un côté l'adaptabilité et de l'autre la force d'un projet ? Il est bon qu'un parti d'aménagement soit nettement affirmé dans le contexte urbain au sein duquel le projet s'insère. Une belle contradiction, qui ne peut que stimuler l'esprit de créativité, une des marques du développement durable qui nous conduit à sortir des contradictions « par le haut » ! La réponse se réfère au principe de gouvernance urbaine, à la capacité de travailler ensemble de tous les acteurs d'une société. Les repères, qui structurent l'espace et lui donnent sa personnalité, et de grandes marges de manœuvre pour que chacun se l'approprie, et que l'ensemble puisse évoluer au fur et à mesure que les besoins et les modes de vie se transformeront. C'est que développement durable n'est pas un concept figé, il progresse avec les connaissances et les techniques, et intègre les modes de vie et les attentes. L'idée même d'un quartier durable n'a pas grand sens en soi, c'est le mode de vie de ses habitants qui doit être durable. Le dialogue entre le « hard » et le « soft », entre le bâti et les règles de vie, est donc une condition essentielle de la *durabilité* d'un quartier. Le mot *gouvernance* n'est donc pas une formule creuse et bien pensante, mais une *ardente obligation* pour reprendre une expression célèbre, dont les termes ne peuvent être trouvés que dans une pratique exigeante d'échanges et de confiance réciproque entre les acteurs, décideurs politiques, architectes, urbanistes, ingénieurs, et population. Personne ne sait ce que l'avenir sera, et la modestie, la prudence s'imposent quand on veut décrire les besoins et le mode de vie de nos descendants. Le développement durable, c'est évidemment penser aux générations futures, mais qui peut dire comment elles vivront, quelles seront leurs valeurs de référence ? Il est trop facile de se présenter comme défenseur des générations futures, pour tenter d'imposer sa propre conception du futur.

Au-delà du principe d'économie des ressources, il convient de veiller à maintenir des possibilités d'adaptation, de réversibilité éventuelle, pour laisser à la créativité de nos enfants le soin d'ajouter sur le territoire des couches nouvelles de notre histoire commune. Le *durable* n'est pas l'éternel, mais l'*adaptable*. Une recette simple à formuler, mais qui exige beaucoup de savoir faire !

1 Association des maîtres d'ouvrage d'opérations urbaines : www.club-ville-amenagement.asso.fr . On se reportera notamment aux travaux de l'atelier *Développement durable et gestion urbaine* de son congrès de Marseille, du 31 janvier 2007

Chercher le consensus dur

Le développement durable n'est pas qu'une simple affaire de bon sens. Bien sûr, il ne faut pas s'en priver, mais ce fameux bon sens, tout comme ce bon Monsieur Jourdain, a bien du mal à innover. Ses références sont celles du passé, de l'expérience, certes incontournables, mais qu'il faut savoir dépasser pour explorer des voies nouvelles. Au bon sens, préférons le recours à l'intelligence, au sens plein du terme, c'est-à-dire de la compréhension en profondeur des phénomènes. Celle-ci, associée à la sensibilité, est le moteur de la créativité dont nous avons besoin pour relever les défis du 21^e siècle. Il nous faut en effet passer d'un développement fondé sur l'expansion du système sur un modèle fondé sur son intensification, et cette transition exige de nous tous un effort considérable, tant il est vrai, comme disait Keynes, que *la difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes*.

L'intelligence, donc, mais ne comptons pas trop sur le génie de quelque sauveur, qui aurait tout compris et saurait, en plus, nous convaincre. C'est le génie collectif qu'il faut mobiliser, celui d'une société toute entière, pour ne pas dire celle des peuples qui partagent notre belle planète. Au-delà de l'intelligence personnelle, c'est l'intelligence à *plusieurs* qui permettra de relever les défis qui nous attendent. C'est cette confrontation qui nous aidera à sortir des idées reçues, à transposer des méthodes de travail, à croiser des regards, à enrichir nos expériences.

L'intelligence à plusieurs ne s'improvise pas. Ce n'est pas chose aisée que d'organiser cette confrontation, pour qu'elle soit riche, fructueuse, féconde. Le syndrome de la tour de Babel n'est pas loin, non pas en termes de langue, mais de culture, de références implicites qui parsèment les échanges de nombreux pièges, comme Edward T. Hall l'a si bien montré. Il faut instaurer la confiance entre les acteurs, alors que leurs intérêts peuvent sembler divergents, que des conflits traditionnels ne sont pas encore totalement apaisés.

La mobilisation de toutes les intelligences, et leur mise en œuvre collective constitue ce que l'on appelle la bonne gouvernance. Objectif : le consensus sur les orientations à retenir, non pas un consensus mou de compromis, mais un consensus dur de projet partagé. C'est une option politique, au sens plein du terme, c'est une manière d'approcher les grands défis de notre société, notamment ceux qui sont urgents.

Il s'agit donc d'activer les énergies, sur un mode volontaire, et non de réquisition.

Bien sûr, c'est plus long, et c'est terrible quand la maison brûle de passer tant de temps à parler, à convaincre, à rassembler les bonnes volontés. Mais si on y parvient, la puissance des forces ainsi réunies doit permettre d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus loin. Le pari peut être fait que les réponses qui seront apportées dans un tel cadre seront beaucoup plus nombreuses et inventives que celles qui seraient imposées par quelques *sachants* ou quelques technocrates, et surtout elles seront beaucoup mieux acceptées, et mises en application : leur efficacité en sera redoublée, et se renforcera dans le temps. L'urgence ne doit pas faire oublier que toute solution doit s'installer dans la durée, que la vigilance et l'effort ne doivent pas être abandonnés dès les premières embellies. C'est à la racine des problèmes qu'il faut remonter.

Le réchauffement climatique, tout comme les séismes qui détruisent des villes entières, ne sont pas des phénomènes anecdotiques, et imprévisibles : ce sont des

¹ Publiée le 20 septembre 2007

sujets de débat politique au sens plein du terme, dont les conclusions vont marquer durablement des modes de vie et de développement.

L'urgence ne doit pas faire oublier que les vraies solutions de doivent pas être plaquées ou imposées, mais intégrées et appropriées. Telle protection juridique d'un site ou d'un animal peut être décidée dans l'urgence, face à des menaces soudaines, mais elle ne sera vraiment efficace que si elle est acceptée sur place, et reprise dans les projets locaux de développement. A défaut, elle restera formelle, vécue comme une pénalité, et souvent détournée : l'imagination ne manque pas en la matière. Une protection décidée dans l'urgence ne peut s'exonérer d'un besoin d'accompagnement, et les ajustements qui seront éventuellement apportés doivent permettre leur intégration dans les projets des acteurs locaux. Les meilleures causes du monde ne peuvent ignorer le jeu des acteurs et leurs intérêts.

Il est bien connu que la communication de crise se prépare avant la crise : la confiance, la qualité d'écoute, la réactivité ne se décrètent pas dans la panique, la transparence et la connaissance du contexte humain et technique ne se fabriquent pas du jour au lendemain, surtout dans le contexte d'une catastrophe ou d'un conflit. Aujourd'hui, le sentiment d'urgence est latent. Le feu couve, et les flammes ne se voient pas trop. Le réchauffement climatique progresse inexorablement, avec ses menaces, et l'accès aux ressources que la planète nous procure deviendra de plus en plus source de conflit, si le déséquilibre d'avec les besoin s'exacerbe.

Pour éviter cette perspective, nous sommes condamnés au consensus. Et ce n'est pas la pire des condamnations, c'est même plutôt enthousiasmant que de partir à la rencontre des autres, de tenter avec eux l'aventure d'un monde nouveau, d'imaginer une autre vie. Ce ne sera pas facile, c'est un effort considérable qui est demandé ne nous faisons pas d'illusions.

Le développement durable n'est pas une chose facile, sinon, ça se saurait. Le développement durable demande des efforts, pas des efforts linéaires, qui ne fonctionnent pas dans un univers systémique, où toute pression sur un point engendre des déformations des autres points du système, mais des efforts collectifs, l'intelligence à plusieurs, faire mieux plutôt que plus. La démarche HQE¹, illustre cette exigence. Elle demande sans doute plus de travail, mais surtout une autre manière de travailler, ensemble, à commencer par une écoute attentive et curieuse de ce que disent les futurs utilisateurs ou leurs frères. La démultiplication des effets positifs du travail, de son efficacité, est le résultat à rechercher. Il ne s'opère pas en travaillant plus, mais mieux, ce qui implique parfois plus, mais pas toujours quand on fait le bilan, et que l'on compte tous les gâchis évités, les désordres, les dépassements de consommations sans fin auxquelles les utilisateurs sont condamnés.

Pour que le développement soit durable, il faut que tout le monde joue le jeu, pour cela que tout le monde y gagne, chacun à sa manière, et que tout le monde accepte le partage des bénéfices attendus de l'effort collectif. C'est ça le consensus dur, fondé sur la confiance et le respect de l'autre, sur l'inscription dans un processus de travail en commun, et non sur des rapports de domination ou d'autorité formelle.

¹ HQE : haute qualité environnementale

Poser des compteurs

Un geste important, car il faut bien mesurer les consommations. La planète comme nos porte-monnaie en ont besoin. Si on veut parvenir à maîtriser nos consommations sans se serrer la ceinture, il va falloir comprendre précisément en quoi elles consistent, et comment elles se constituent. Il y a beaucoup d'économies à faire, qui ne coûtent rien si ce n'est un peu d'attention, ou un petit matériel de régulation, ou encore une organisation adaptée. Des économies à moindre coût en termes de mode de vie, de plaisir. Cela conduit souvent à compter les dépenses poste par poste, pour les analyser et en déduire les améliorations à apporter, les gisements d'économies faciles à exploiter. Il faudra ensuite aller plus loin, chercher d'autres économies, mais ce sera toujours plus facile une fois les premiers résultats engrangés. Dans une maison, dans une ville, on va placer des compteurs partout où il y a des unités bien identifiables, tel appareil ou tel équipement par exemple, de manière à suivre les consommations et vérifier qu'elles sont bien utiles. C'est en examinant les compteurs d'eau au milieu de la nuit, à un moment où il n'y a pas de consommation, sauf exception, que l'on repère s'il y a ou non des fuites, que l'on va ensuite cerner plus précisément pour les trouver et les réparer.

Le comptage permet aussi de responsabiliser les consommateurs, même si des procédures de compensation et de solidarité peuvent lui être associées. Pour atteindre l'objectif *facteur 4*, c'est-à-dire diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, il faut bien compter, et compter finement pour intervenir là où ce sera le plus efficace.

On admet volontiers qu'il y ait un compteur pour l'essence ou l'électricité, ou encore pour l'eau. Il est fortement envisagé d'en avoir aussi pour les déchets. Au lieu de payer forfaitairement en fonction de critères généraux, comme la valeur locative, on payera au poids, chaque poubelle étant identifiée et pesée au moment de la collecte. D'autres pays que la France le font déjà sous des formes diverses, comme les sacs d'une contenance limitée, obligatoires pour présenter ses déchets, et pour lesquels on acquitte d'une taxe en les achetant.

Sortir du forfait, pour que chacun se rende compte de sa contribution à l'empreinte écologique² ou à la pression qu'il fait subir à la planète, et puisse participer à la réparation dans un esprit pollueur payeur, qui pourrait alors être nommé *usager des ressources – payeur*, est à l'évidence un progrès, mais les effets pervers guettent, auxquels il faut faire attention. Il y a les tricheurs, qui jettent leurs déchets dans la poubelle du voisin, il y a ceux qui bourrent les sacs jusqu'à les faire craquer, sans parler des surendettés qu'il n'y a pas de raison de rendre irresponsables, mais qui ne peuvent pas assumer cette charge supplémentaire. Autant de précautions à prendre, mais l'expérience montre qu'il n'y a pas d'obstacle majeur sur cette voie, incontournable, vers le développement durable.

Le problème est sans doute plus compliqué là où il n'y a pas de compteur. Il y a un compteur à la pompe où vous prenez votre essence, mais il n'y en a pas sur votre pot d'échappement. Il y a un compteur sur votre arrivée d'eau, chez vous, mais il n'y en a pas sur les tuyaux d'évacuation des eaux usées. S'il y a une cotisation à payer pour la

¹ Publiée le 27 novembre 2007

² Surface nécessaire pour produire les ressources que nous consommons, et digérer les rejets qui découlent de ce métabolisme. Voir la chronique n°30 de *Coup de shampoing sur le développement durable* aux éditions IbisPress (www.ibispress.com)

pollution de votre voiture ou les eaux que vous rejetez, c'est en mesurant la consommation qu'elle vous est affectée. Si vous réglez avec soin votre moteur pour polluer au minimum, ou si vous faites attention à ne pas évacuer dans les égouts de produits toxiques ou difficiles à éliminer, vous n'en serez pas récompensé, et vous ne serez pas non plus pénalisé si vous faites n'importe quoi. Payer pour les rejets uniquement en fonction de votre consommation est injuste pour ceux qui polluent peu, ceux qui font attention, et deviennent par symétrie des aubaines pour les insouciantes ou les tricheurs. Et pourtant, en matière de ressources, de cadre de vie, de santé, les rejets (les émissions de gaz à effet de serre, la pollution des nappes phréatiques, etc.) sont aussi importants que la fourniture. Nous vivons dans des systèmes naturels qui fonctionnent souvent en boucles, les rejets devenant des matières premières, à l'issue d'un parcours parfois long, parfois court selon les cas. Les efforts pour réduire l'impact des rejets devraient donc être valorisés, ce qui n'est guère possible sans suivre de près les rejets de toutes natures. La manière dont un déchet est renvoyé dans le milieu est également très importante, et sans comptage, on peut craindre le pire : les écarts de prix, entre un déchet toxique traité convenablement ou évacué en douce là où on ne regarde pas, entraînent des tentations fortes.

Les rejets des uns pouvant devenir les matières premières des autres, un marché s'est progressivement créé pour certains d'entre eux. Ce sont des bourses des déchets, qui offrent parfois un débouché intéressant. En poussant cette logique, on a imaginé des parcs éco industriels, où sont regroupées des entreprises qui se nourrissent ainsi les unes les autres. Bonne idée, qui fonctionne mais crée des liens de dépendance entre les entreprises d'un même site, la déconfiture éventuelle de l'une d'elle risquant de fragiliser les autres.

D'une manière plus générale, les rejets n'étant pas tous des matières premières en puissance, et notamment le gaz carbonique, il va bien falloir faire entrer les rejets dans une économie consciente, avec ses acteurs et ses règles du jeu. Rejeter dans la nature, c'est accaparer une capacité de régénération ou de stockage, prélevée sur un potentiel limité, celui de la planète. Payer pour ce service n'est pas scandaleux, et il vaut mieux le faire sur des bases objectives et transparentes que de manière très grossière, forfaitaire, et occulte. Que les produits de consommation fassent l'objet d'un marché, régulé quand c'est nécessaire, est une chose couramment admise. Elle permet d'opérer des ajustements entre l'offre et la demande, de mieux apprécier la valeur que la société accorde à telle ou telle consommation. Il va falloir s'habituer à ce que les rejets fassent eux aussi l'objet d'un marché, également régulé, avec évidemment des compteurs. Ainsi valorisés, les rejets feront l'objet de toutes les attentions de la part de ceux qui les produisent. C'est un nouveau pan de l'économie qui se crée ainsi sous nos yeux, avec en vedette le gaz carbonique.

Il y a donc ce qui se compte depuis toujours, la ressource, ce qui se comptera de plus en plus, les rejets, mais n'oublions pas ce qui ne se compte pas du tout. La qualité fonctionnelle, l'esthétique, l'agrément d'un lieu, le paysage, sont autant de qualités qui ne se peuvent faire l'objet d'un comptage. Il faut bien, pourtant, les intégrer dans les critères de choix, les bilans politiques au sens large. Le comptage éclaire l'évaluation, mais ne saurait constituer à lui seul une évaluation.

Tout en amont

L'environnement coûte cher. Voilà une idée trop répandue. Les progrès trop lents du concept de coût global sont également là pour nous rappeler que le coût réel, celui qui intègre toutes les dépenses occasionnées pour faire face à un besoin donné, pour rendre un service bien défini, est bien différent de celui que l'on accepte de payer au début de l'opération. C'est que le niveau des dépenses à venir se détermine au tout début d'un projet, et que 2 ou 3 % des dépenses effectives vont déterminer l'essentiel des dépenses sur quinze ans et même plus. Tout se passe en amont, à la genèse des projets, dans l'analyse même des besoins qui le motivent, du contexte où il est décidé, des politiques menées par ses promoteurs.

Les nombreux programmes décidés au *Grenelle de l'Environnement* inquiètent nos financiers. Combien de milliards d'euros va-t-il falloir pour faire tous les travaux, TGV, tramway, rénovation des bâtiments, lutte contre les points noirs du bruit, etc. La question est classique, pour qui ne regarde que la dépense, et non les effets de la dépense, son utilité. Retournons la question : combien coûte l'environnement quand on ne s'en occupe pas ? Il y a quelques années, des études sur le coût social du bruit, incluant notamment la dépréciation des biens, les retards scolaires dus à la mauvaise acoustique des écoles, et le prix de la gêne, donnaient un chiffre équivalent à celui estimé pour les accidents de la route. Infiniment plus que les budgets consacrés à lutter contre cette nuisance. Combien coûterait le non traitement des déchets et des eaux usées, en termes de risques sanitaires, de dégradation des milieux de vie, de pertes concomitantes de fréquentation touristique, etc. Le maire d'une grande ville touristique, qui fut aussi ministre de l'environnement, disait que son secteur sauvegardé lui rapportait plus que sa zone industrielle. L'environnement est une valeur, et la laisser filer coûte très cher.

Dans l'industrie, ça fait longtemps que l'on a compris que la lutte pour l'environnement est bien plus facile, économique et efficace à l'occasion d'une modernisation des process. Plutôt que de traiter une pollution, évitons de la créer. Tout en amont. Ça coûte moins cher, car on fait des économies des ingrédients perdus dans les rejets, et en premier lieu l'énergie. L'environnement a d'ailleurs souvent été une des causes de cette modernisation. Les normes acceptables d'émissions de polluants devenant de plus en plus sévères, les industriels ont préféré transformer leurs modes de production plutôt que de se contenter de mettre un filtre supplémentaire au bout de leurs cheminées, ou une unité supplémentaire de traitement de leurs eaux chargées de métaux lourds et autres ingrédients indésirables. On peut bien sûr aller beaucoup plus loin sur cette voie, et des expériences de parcs industriels montrent que l'on peut optimiser non pas un process dans une entreprise mais des combinaisons des process de plusieurs entreprises, pour une plus grande efficacité d'ensemble. Le coût des matières premières, et notamment de l'énergie, sont également à l'origine de beaucoup d'innovations. La maîtrise des rejets et les économies de matières premières ont contribué à la modernisation de l'industrie au moins autant que le marketing et la conquête de nouveaux marchés.

Pour ce que l'on appelle les services publics urbains, tout est plus compliqué. Le traitement des rejets, déchets et eaux usées, ne peut pas se faire en remontant sur le processus de production. Il faut adopter une autre logique, celle des modes de consommation. On entre alors dans la vie des gens, et dans la logique de leurs

¹ Publiée le 22 janvier 2008

fournisseurs. Les métiers de l'environnement ont bien évolué en quelques dizaines d'années. Avant, la question des déchets n'était qu'une affaire de transports. Il fallait ramasser les ordures et les apporter dans une décharge, un trou que l'on recouvrait de terre. Aujourd'hui, c'est le volume des déchets produits qui fait souci : comment le réduire, ou au moins le cantonner dans des limites acceptables. Il faut aussi prévoir d'autres débouchés pour ces résidus, une seconde (ou nième) vie pour des matières à recycler, à composter, à valoriser de plusieurs manières différentes selon leur nature et leur mode de collecte. Un métier où se mêlent de la psychologie, de la sociologie, de l'économie, de la technique bien au-delà de la seule science des transports et de la gestion des files d'attente.

Pour l'eau, la question est différente, car le service public consiste aussi à chercher la ressource, la traiter et à la distribuer. Il faut en favoriser un bon usage par les ménages, avec la récupération des eaux de pluie et le recyclage des eaux dites grises pour certains usages. Cela permet d'économiser la ressource. Remontons à la source. La période où il suffit de capter des sources, de creuser des puits, et de pomper allégrement dans les nappes ou les rivières est bien révolue. Il faut aussi traiter ces eaux, souvent chargées de polluants d'origine variée. C'est compliqué et ça coûte cher. Certaines villes ont pu éviter cette contrainte et cette charge, en se préoccupant de l'amont. Comment protéger les champs qui filtrent les eaux que nous consommons, et cela à grande échelle ? L'exemple de Munich montre qu'il y a à gagner sur tous les tableaux, écologique, social et financier. On est bien dans le développement durable basique. Voilà une agglomération qui distribue à ces 1,3 millions d'habitants une eau non traitée. L'eau vient d'une vallée située à 40 km de la ville, mais surtout à une altitude qui permet d'exploiter la gravité tout au long du parcours. Les terrains ont été achetés et boisés par la ville sur 1600 ha, pour réaliser un filtre naturel. Restent de larges secteurs agricoles, et à la première alerte sur les taux de nitrate, c'est une politique sur les pratiques agricoles qui a été conduite, et non la construction d'unité de traitement. L'agriculture biologique a été fortement encouragée, avec des retombées sur le paysage et la qualité des produits, en plus de l'objectif visé sur la pureté de l'eau. Une action en amont, sur le process de fabrication de l'eau par analogie avec l'industrie. L'usine est dans le cas présent constituée de champs et de prairies, et c'est dans la manière de les mettre en valeur que l'action a été menée. En plus, ça ne coûte pas cher : un centime d'euro pour un m³ d'eau de qualité eau minérale. Pour se faire une idée du gain, sachez que le coût de la seule dénitrification est estimé en France à environ 30 centimes d'euros /m³. Pour 110 millions de m³ par an, ça compte.

Tout en amont, la recette est simple. Remonter à la source des problèmes.

L'environnement ne coûte pas cher, si on suit cette recette. Elle est bonne pour les pays riches, et encore plus pour les pauvres qui ne peuvent dégager de moyens dédiés à l'environnement. Et elle fournit une quantité de sous-produits !

Recette n° 9¹

Faire le plein sans modération

9 milliards d'êtres humains à loger, nourrir, équiper durablement : telle est l'équation qu'il nous faut résoudre d'ici 2050, autant dire demain. L'agriculture, la mer, les forêts vont, comme jadis, devoir nous procurer de la nourriture, de l'énergie, des matières premières que l'exploitation minière des ressources fossiles ne pourra plus nous fournir. L'espace devient alors une denrée rare, chaque centimètre carré de notre planète devra être utile. La productivité naturelle des écosystèmes reprendra le dessus sur la frénésie d'artificialisation et de production forcée, qui ne fait que substituer aux forces de la nature celles bien plus faibles des êtres humains.

Intensifier la production de la planète ne signifie pas la mettre en coupe réglée, mais au contraire laisser pleinement s'exprimer les potentialités des milieux.

Pour y parvenir, il faut changer de regard sur le progrès. Celui-ci, depuis des siècles, s'est fait en colonisant de nouveaux espaces, en mobilisant de nouvelles ressources.

Mon puits est pollué ? Je creuse plus profond pour pomper de l'eau pure dans une nappe encore vierge. Mes mines s'appauvrissent ? Je prends le contrôle d'autres mines plus productives, ou de ressources équivalentes. Les problèmes se sont résolus en allant plus loin chercher les solutions. Normal, puisque le monde est infini, pensait-on alors.

Aujourd'hui, nous savons que le monde est fini. Il faut trouver des solutions chez soi, avec ses ressources propres. Pour cela, profitons de la formidable avancée des connaissances que la révolution industrielle a permise. À l'ère de la colonisation et de l'exploitation minière des ressources de la planète, succède celle de l'intelligence et de la valorisation maximale des ressources. Le développement durable se construit sur un principe *d'intensification*, qui doit se substituer au principe *d'expansion* qui régit encore trop souvent nos mentalités et nos modèles économiques.

L'*intensité*, voilà le mot clé, et il convient de bien l'interpréter. La biologie comme la sociologie nous apprennent qu'elle est synonyme de *diversité*. Une seule fonction, une seule catégorie d'habitants, une seule espèce : quelle que soit la forme de la spécialisation, de la monoculture, elle est appauvrissante. La production d'un champ de blé en Beauce est facile à valoriser, mais elle n'atteint pas, et de loin, celle d'un marais ou d'un bois. Sélectionner une variété au lieu de laisser toute la diversité s'épanouir est commode mais faussement intensif. Un vrai bilan doit être fait avec les entrants au débit, et au crédit l'ensemble des richesses produites sur un terrain, directement exploitables ou contribution à une richesse diffuse, comme la qualité des paysages, de l'eau, la capacité à stocker du carbone, à accueillir une faune et une flore prolifique, etc. Comment faire véritablement *le plein* sur un territoire ? Tout d'abord, en arrêtant de mesurer l'intensité avec un seul critère, que ce soit des quintaux de blé produits ou le nombre de personnes logées à l'hectare, ou encore la richesse biologique. C'est la somme de toutes les utilités qui compte. Bien sûr, elles ne prennent pas toutes la même importance dans le temps et l'espace, il faut savoir les choisir et les combiner habilement. La présence humaine est inégalement répartie sur le territoire, avec des zones très peu denses, et d'autres très denses, chacune avec leurs utilités à valoriser. Les fortes concentrations humaines sont nécessaires pour assurer certaines fonctions sociales et économiques, mais elles ne doivent pas pour autant négliger d'autres missions, même si elles ne sont que secondaires.

¹ Publiée le 14 mai 2008

L'exemple de la maison à énergie positive est plein d'enseignements à cet égard. On ne lui demande pas de fournir sa propre énergie. Elle peut aussi être autonome, mais c'est un autre concept, en complément. Ce qu'on demande de particulier à une maison à énergie positive est d'être, en plus d'une maison, une centrale de production d'énergie. Deux missions pour un seul ouvrage. On est bien sur la voie de l'intensité. Première mission, accueillir convenablement des êtres humains, en leur offrant un cadre de vie agréable au moindre coût environnemental, ce qui signifie en privilégiant le côté passif, économe. Deuxième mission, produire de l'énergie. Celle-ci n'est pas consommée sur place, à l'exception de l'eau chaude le cas échéant, mais envoyée sur des réseaux, pour la collectivité. Comme les ordres de grandeur de ce que l'on peut produire et de ce que l'on consomme sont proches, il est tentant de se fixer le challenge de produire chaque année plus d'énergie que ce que l'on consomme. Mais ne nous trompons pas, la production d'énergie est bien une seconde mission, affectée aux nombreuses surfaces extérieures offertes par un bâtiment. Pourquoi ne pas les utiliser, et rendre ainsi plus intense l'usage de la parcelle qui accueille la construction ? Il faut pour cela concevoir cette dernière de manière à optimiser les deux fonctions, maison et centrale énergétique, et ça ne s'improvise pas. Il faudrait y ajouter d'autres fonctions, pour augmenter encore l'intensité du projet : contribution à un paysage, à la richesse biologique, à l'économie locale, à une bonne gestion des eaux de pluies, etc.

Le débat sur l'étalement urbain et la densité, la maison individuelle et la ville, prend alors une autre tournure. On obtient de l'intensité à la campagne comme en ville, mais pas avec les mêmes paramètres. Une maison individuelle, passive, à eau chaude solaire et qui renvoie sur le réseau électrique plus de kWh qu'elle n'en consomme, au milieu d'un jardin à haute richesse biologique, qui fournit une bonne part de la nourriture et des loisirs de ses occupants, peut être très intense ; une cité très artificialisée, qui ne produit rien d'autre que de l'ennui, dont les occupants ne cherchent qu'à s'évader, peut s'avérer très pauvre. La densité n'est pas l'intensité. Il est possible de les conjuguer, mais attention à ne pas les confondre.

L'habitat urbain n'est pas sollicité pour sa richesse agricole et biologique, et c'est bien dommage. L'insuffisance en nombre des jardins familiaux ne permet pas d'offrir une réponse pertinente à une demande d'auto production vertueuse tant au plan social que pour la maîtrise de *l'empreinte écologique* ; le monde sauvage, végétal ou animal, abrité par la ville est souvent ignoré, et remplacé par un autre, beaucoup plus artificiel et coûteux à alimenter. Le rendement de centrales solaires sur les immeubles de six étages ou plus sera sans doute inférieur, rapporté au mètre carré de plancher, à celui obtenu sur une maison individuelle. Mais la ville a d'autres fonctions à assurer, de production, d'échanges, de services. L'intensité se mesure alors en cumulant toutes des utilités, qui ne sont pas les mêmes que celles de la campagne. Une comparaison directe est donc sans intérêt et peut même conduire à des contresens. Ce sont des bilans, intégrant des services rendus et des consommations, qui permettent d'évaluer l'intensité atteinte dans l'usage d'un terrain. Ces bilans ne peuvent être arithmétiques, compte tenu de la diversité des dimensions à prendre en compte, mais ils reflètent la qualité d'ensemble d'un projet, qualité toujours aux multiples facettes à combiner intelligemment. Une tour, un lotissement, une maison isolée ne s'évaluent pas en densité, en paysage, en efficacité énergétique, en biodiversité, mais doivent l'être en fonction de l'intensité globale qu'ils offrent dans l'usage d'un terrain. L'essentiel est de faire le plein des utilités de toutes natures, sans modération.

Organiser la contagion

Quand il s'agit d'une maladie, la contagion est une bien mauvaise chose. Il faut s'isoler, organiser des quarantaines, se vacciner, renforcer les défenses de nos corps pour résister. La mise en place toute récente de la certification HQE² pour les hôpitaux nous offre l'occasion d'évoquer une autre approche de la contagion. Oublions un instant la maladie. La contagion est parfois bonne. Quand il s'agit d'un rire, ou plutôt d'un fou rire, ça fait du bien ! Il semble qu'aujourd'hui la prise de conscience des enjeux pour la planète soit aussi contagieuse. Il est vrai qu'il y a des agents, comme Al Gore, qui se sont activés ces derniers mois pour que le virus se propage à travers le monde. Cette contagion se retrouve dans les approches techniques, et la démarche HQE, haute qualité environnementale, en est une bonne illustration.

Elle a été conçue pour les bâtiments. Il fallait proposer une manière d'intégrer les questions d'environnement dans la construction, comme ça se faisait dans l'industrie par exemple. La formule a plu, elle a été reprise par de nombreux acteurs. Parfois, elle a fait l'objet de polémiques, mais elle a toujours offert le cadre pour ces confrontations, et a ainsi contribué à faire progresser les pratiques, malgré ses inévitables défauts et faiblesses. La promotion de la HQE s'est faite spontanément, au sein des professions concernées. Quelques manifestations, confidentielles au début, et limitées aux milieux techniques, et une toute petite équipe permanente de l'association qui portait la HQE, même pas une personne à plein temps pendant longtemps. Des moyens dérisoires, si on les compare aux enjeux, près de moitié de la consommation d'énergie en France, le quart de l'effet de serre, la moitié des déchets, etc. Malgré cette faiblesse, les syndicats et organismes professionnels qui constituaient l'association ont vu leur bébé grandir. Il y a eu bien entendu des tricheurs, des maîtres d'ouvrage qui faisaient croire qu'ils faisaient un effort, alors qu'ils ne faisaient qu'un petit geste. Mais à force de se référer à l'environnement, ou à la HQE, on crée une attente, une exigence, à laquelle il faut bien répondre un jour. Les abus ne sont jamais une bonne chose, mais le silence aurait sans doute été pire : une première contagion s'opère par le discours, et à force de dire qu'on fait des efforts pour l'environnement, on finit par être jugé sur ce critère, le virus a trouvé une porte d'entrée dans l'organisme.

L'intérêt porté à la HQE a débordé son milieu d'origine. Du bâtiment, la formule a été appliquée à d'autres ouvrages, et on a vu fleurir les *ZAC HQE* par exemple. Pur abus, encore une fois, car la formule HQE est le fruit d'un travail collectif, faisant l'objet d'un consensus entre les *parties prenantes*, et rien de tel n'avait été fait pour les aménagements. Mais l'abus montre un besoin, et la volonté de certains acteurs de progresser. Ces *ZAC HQE* s'inspiraient d'ailleurs souvent de la démarche créée pour les bâtiments, et parfois avec la meilleure volonté du monde, mais un territoire n'est pas une maison, et la transposition directe n'a aucun sens. Il fallait reprendre le travail, et adapter la démarche à un autre objet. La contagion observée a rendu nécessaire ce nouveau chantier, qui a donné des premiers résultats en 2006 sous la forme d'un prototype de démarche *aménagement*, qui est aujourd'hui en cours de test grâce au volontariat et à l'engagement d'une dizaine d'opérateurs publics et privés.

¹ Publiée le 14 mai 2008

² HQE : Haute qualité environnementale

Pendant ce temps là, une autre contagion se prépare. Une première alerte avait été ressentie avec la construction de la route à grand gabarit, entre Bordeaux et Toulouse, pour les besoins de l'Airbus A 380. On avait alors pour la première fois utilisé le vocable de route HQE, au grand désespoir des puristes de la HQE. Là encore, il s'agit d'un abus manifeste de langage, mais qui témoigne à la fois d'une volonté de bien faire, et d'un besoin de méthode du type de ce qui a été réalisé pour le bâtiment. Deux avantages à se référer à la HQE : Le terme HQE est commode à reprendre pour déclarer son engagement ; la démarche elle-même, le contenu, offre un cadre pour la réflexion et l'élaboration des projets. Cadre à reprendre pour un nouveau type d'ouvrage, mais cadre de travail qui a l'immense mérite d'exister. Et de l'abus naît la sagesse : du besoin ainsi manifesté sont sorties des initiatives diverses, jusqu'à la récupération, l'heureuse récupération de ces avancées par une institution qui s'est donnée les moyens de reprendre le travail à la base, dans l'esprit et avec les principes de la HQE d'origine contrôlée. Le conseil général du Nord, détenteur d'un important patrimoine routier et habitué à la HQE pour ses bâtiments, est devenu le porteur d'une nouvelle dimension de la HQE, et, après une période d'études, a lancé des opérations pour tester une formule HQE routes. La contagion a pris un nouvel essor. Les autres départements se montrent intéressés, c'est presque comme la calomnie dans le Barbier de Séville !

Le développement durable ne se diffusera vraiment que de l'intérieur. C'est une démarche que chacun doit reprendre et adapter à son propre univers, à ses responsabilités, à ses pratiques. On a reproché, et à juste titre, à la HQE de ne pas avoir su contrôler ses développements, et les nombreux abus commis en son nom. On le dit souvent aussi du développement durable, trop souvent invoqué pour être honnête. Mais ce faisant, les acteurs s'approprient les instruments, fabriquent leur boîte à outil, et en apprennent le maniement, en découvrent l'intérêt et la richesse. Il faut bien sûr lutter contre les abus manifestes, les exploitations éhontées de valeurs ignorées ou même bafouées sur le fond. Mais n'aseptisons pas trop le développement durable, sinon la contagion en sera freinée. Les voies du virus sont parfois surprenantes.

Donner des repères

Le développement durable est la construction collective d'un monde nouveau. La dynamique ancienne manière était fondée sur l'expansion, sur la colonisation d'une terre considérée comme infinie. Depuis quelques dizaines d'années, maintenant, il semble bien que nous consommions chaque année plus que ce que la planète peut produire. Adieu, donc, l'exploitation insouciance de réserves infinies, bonjour l'ingéniosité qui permet de tirer le maximum de services de la moindre ressource offerte par la Terre.

Ce changement de principes de développement, certains diront de paradigme, n'est pas anodin. Il marque un virage dans l'histoire de l'humanité, avec son côté marche vers l'inconnu, exploration de futurs possibles. Personne ne peut prétendre décrire cet avenir, autrement que comme des hypothèses, des scénarii, des projections bien utiles pour comprendre où l'on va, mais qui ne sont que des représentations. Il s'agit de lancer un vaste mouvement de transformation de nos sociétés, en lui donnant des moteurs, des instruments de pilotage, volant, repères, clignotants, et en aidant chacun d'entre nous à trouver son rôle dans cette transition historique qui s'est déjà engagée.

Ce mouvement est forcément une remise en cause de nombreuses certitudes, et aussi de situations sociales, de références culturelles. Les intérêts des uns et des autres sont évidemment au cœur des débats, car chacun mesure la fragilité des héritages, dans un tel contexte. Il n'y a pas d'acquis qui ne puisse être remis en question. Les principes du développement durable assurent à chacun une place dans le monde de demain, avec la satisfaction de ses besoins, mais il va falloir accepter d'abandonner des avantages, certains diront des privilèges, ou supposés tels, qui nous différencient les uns des autres et nous permettent d'affirmer notre identité. Les cartes vont être redistribuées, comme au lendemain de grands cataclysmes, de conflits majeurs, de révolutions. Cette perspective en effraie plus d'un, et comme nous ne sommes pas en crise dure, beaucoup espèrent s'en tirer en faisant le dos rond, en attendant que ça se passe, en changeant le moins possible ses habitudes. Les résistances au changement sont multiples, et pour certaines parfaitement légitimes. Comment créer le mouvement dans ces conditions ? Comment éviter que ce soit une crise majeure, violente, qui nous oblige à opérer à chaud, dans les pires conditions, ces transformations que la simple observation de la planète devrait nous convaincre de lancer toutes affaires cessantes.

Chaque remise en cause d'avantages apparaît comme une régression. Les sondages nous le disent : Après une longue période d'amélioration continue, une majorité de nos contemporains craignent que leurs enfants ne vivent plus mal qu'eux. Un retournement de situation qui serait d'ailleurs effectif si notre modèle de développement ne changeait pas. En attendant, chacun défend son métier, ses investissements, murement étudiés sur la base du monde d'hier, celui où l'énergie n'était pas chère. Les perspectives d'avenir, lointaines comme immédiates, semblent bien sombres. Le résultat est une radicalisation, qui peut rendre violent le plus doux des hommes. Le terrorisme n'est pas loin, et on l'a même vu en mode écologique, avec la menace de déverser des produits dangereux dans les rivières. Le désarroi et le désespoir conduisent à des extrémités qu'il serait coupable de ne pas envisager, et qu'il faut à tout prix désamorcer. C'est la condition du mouvement.

¹ Publiée le 25 juin 2008

Il faut offrir de nouvelles perspectives, proposer quelques repères solides pour baliser un futur trop incertain.

Le débat politique traditionnel peine à fournir ces repères, la droite, supposée conservatrice, prônant un mouvement souvent considéré comme un retour en arrière, et la gauche, en opposition, apparaissant au contraire conservatrice, arc-boutée sur des avantages acquis non défendables à terme.

Il est vrai que proposer le retour en arrière comme perspective de mouvement, n'est pas très emballant, et que l'immobilisme nous conduirait dans le mur. C'est un changement de cap qu'il faut proposer, avec des horizons qui à la fois font rêver et apparaissent suffisamment réalisables pour que le jeu en vaille la chandelle. Un mouvement qui, une fois amorcé, se poursuit et s'amplifie de lui-même.

Ce changement de cap est d'autant plus difficile que l'essentiel des dirigeants, politiques et professionnels, que les relais d'opinion, ont jusqu'à une date encore récente flatté les comportements qu'il aurait convenu d'abandonner au plus vite, et privilégié des orientations qui se révèlent des impasses. La question de la pêche apporte une parfaite illustration de cette politique à courte vue, poussant des professionnels à investir dans des matériels lourds et gourmands, pour aller achever de tarir la source même de leur revenus, pour être sûr de bien tuer la poule aux œufs d'or.

La prise en charge des populations engagées dans des impasses est incontournable, non pour les assister jusqu'à leur disparition totale, mais pour les accompagner dans la recherche d'un autre avenir que celui qu'ils ont toujours eu en tête. La société n'a pas su anticiper, et le prix à payer ne peut qu'être supporté par tous, à condition qu'il contribue au mouvement, à la recherche du monde de demain, et non au prolongement désespéré de celui d'hier.

Le dossier des retraites illustre également bien la nécessité du mouvement. On peut toujours changer quelques paramètres, taux de cotisation, âge légal, etc. Toutes les décisions annoncées aujourd'hui apparaissent comme des pertes de droits, des régressions sociales. Ce ne sont que de petites mesures comptables, qui ignorent la réalité humaine. Le monde nouveau à construire sera un monde à la fois hyper productif, et de vieux. La place du travail ne pourra pas être la même que dans le monde hérité d'un passé laborieux, courbé sur la terre ou sur l'établi. De même que les vieux ne pourront demeurer une catégorie à part, à la fois marginale et terriblement présente. Le nouvel ordre social est à créer, non comme un recul mais comme une nouvelle chance pour l'humanité.

Ce n'est qu'en lançant avec détermination la recherche de ce nouvel ordre social que l'on sortira des marchandages et que des perspectives d'avenir se découvriront.

Donner quelques repères simples et faisant consensus, un consensus dur bien sûr, voilà une bonne recette pour démarrer.